

« Ouvertures », discours de rentrée académique 2011-2012

Didier Viviers, Recteur de l'Université libre de Bruxelles

23 septembre 2011

Mesdames et Messieurs en vos titres, grades et qualités,

Comme Bouddha semble l'avoir dit : « Il n'existe rien de constant, si ce n'est le changement ».

Ainsi, par tradition, nous avons changé. Changé de décor, pour faire découvrir à un plus large public ce nouveau bâtiment qui nous aidera à mieux accueillir nos étudiants. Changé de formule aussi pour cette rentrée solennelle, puisque nous avons souhaité témoigner de l'ouverture de l'Université sur le monde, en offrant une tribune à une personnalité extérieure à l'ULB, Maître Radhia Nasraoui, que nous accueillerons dans un instant, sur un thème dont l'importance exige que l'Université s'en empare. Changée donc la leçon inaugurale du Recteur, au profit d'une **ouverture**, au sens musical du terme cette fois, du moins celui de l'opéra du XIX^e s. où l'on résume quelques-uns des principaux thèmes développés par la suite. Et je sais, comme l'écrivait Anatole France, que « tous les changements, même les plus souhaités, ont leur mélancolie ». Mais en vous accueillant aujourd'hui, à l'occasion de cette 178^e rentrée académique-nouvelle formule (une nouvelle formule qui, historiquement parlant, est plutôt un retour aux sources d'ailleurs), je voudrais d'abord témoigner de la capacité de l'Université à se remettre en question, à évoluer. Une capacité fort éprouvée d'ailleurs par le rythme intense de réformes auquel nous sommes soumis ces derniers temps. Et il y a fort à parier que ces réformes constitueront le thème général et commun des rentrées académiques. Au risque de décevoir certains d'entre vous, ma variation sera plus libre et, selon le mode ancien de l'ouverture, en trois mouvements.

* * *

Premier mouvement : l'autre.

10 ans. Le 11 septembre 2001 reste gravé dans toutes les mémoires, au point que chacun se souvient probablement de l'endroit précis où il se trouvait à cette date mémorable. Et, pour citer Amin Maalouf, « nous sommes entrés dans le nouveau siècle sans boussole ».

Aussitôt, un courant de pensée rangeait ce drame de l'Histoire parmi les moments-phares, porteurs de signification, en l'occurrence celle de l'affrontement de deux mondes : l'Occident d'une part, le monde arabo-musulman de l'autre. Était-ce là une rupture ?

2491 ans auparavant, une autre bataille, également livrée en plein mois de septembre, mais parfaitement régulière celle-là, avait entraîné les mêmes conséquences historiographiques. La bataille que se livrèrent Athéniens et Perses aux abords de Marathon, en 490 av. J.-C., allait en effet entraîner dans l'idéologie grecque dominante la construction d'un modèle opposant l'Occident démocratique, fondé sur la liberté, à l'Orient perse et despotique, fondé sur la soumission. Dès Hérodote, au milieu du V^e s. av. notre ère, le « choc des civilisations » est déjà mis en scène, réservant à l'Orient la figure du despote, du tyran, tandis que seul le monde occidental pouvait engendrer la démocratie.

Les Grecs écrivaient ainsi la première page d'un long roman, qui traversera non seulement toute l'Antiquité, mais léguera aux siècles suivants un schéma tout prêt. Au XVI^e s., Machiavel dans *Le Prince* met en exergue le fait que les sujets de la Porte ne sont qu'esclaves et serviteurs. Son contemporain, le juriste français Jean Bodin ne fera pas différemment en soulignant ce qui sépare les monarchies européennes des despotismes asiatiques. À l'aube des temps modernes, la Turquie succède ainsi à la Perse dans ce modèle de confrontation des civilisations occidentales et orientales, un paradigme qui n'allait pas épargner Marx et son « exception asiatique ». Dans cette longue histoire (mais il n'y a de vraie histoire que longue !), l'Orient a toujours été associé au **despotisme** d'une part, et à une **société statique** de l'autre.

Ce rapide constat historiographique ne peut que nous inciter à la prudence lorsque d'aucuns veulent nous faire croire au « choc des civilisations » et, en stigmatisant un Orient désormais arabo-musulman, y replacer la même propension au despotisme. Bien au-delà, l'historiographie occidentale a largement accrédité l'idée d'une spécificité européenne de valeurs telles que la démocratie, la liberté, l'individualisme, pour n'en citer que quelques-unes. L'Orient ne pourrait donc se les approprier que par emprunt ou par soumission. Comme l'a très bien montré l'anthropologue britannique, Jack Goody, en s'appropriant l'invention de grandes « valeurs » et en construisant *son* histoire sur ces valeurs et de manière téléologique, l'Occident a non seulement reproduit un ethnocentrisme, —dont il n'a cependant pas le monopole—, mais il a surtout écarté un certain nombre de sociétés de l'histoire dominante.

Le « choc des civilisations », celui de Samuel Huntington ou d'autres, implique en effet, au préalable, la définition de deux ensembles fondamentalement distincts.

Or, cette perception, souvent inconsciente, de notre « espace-temps culturel », fondée sur des catégories largement construites, est tenace. On n'étonnera personne en répétant la dette contractée par le monde occidental à la culture antique, et notamment à la société romaine. On peut même considérer que l'on renforcera ainsi une identité culturelle. Cette affirmation historique s'accommode parfaitement de notre représentation des mondes. Et c'est probablement ce qui explique que le public occidental est toujours un peu étonné lorsque l'historien rappelle que la culture antique —et notamment la culture romaine— est l'une des sources majeures de pratiques fondamentales, y compris actuelles, du monde arabe. La rupture de l'étanchéité des civilisations déstabilise les identités.

Je n'en choisirai qu'un exemple : celui de la culture balnéaire.

S'il est bien une pratique qui structure la société romaine, c'est assurément celle du bain. Puis-je faire remarquer que le Catalogue des Régionnaires recense, au IV^e s. de notre ère, 11 grands complexes balnéaires (*thermae*) et pas moins de 856 bains (*balnea*) pour la seule Ville de Rome ? Il n'en faut guère plus pour dire l'énorme importance de ces structures, à grande valeur sociale, au sein de la Rome antique. Et faut-il expliciter davantage le lien avec le monde arabe ? Sous l'angle de cette pratique essentielle de l'organisation sociale et culturelle de la société romaine, le monde arabe est un héritier bien plus direct de la *romanité* que les sociétés qui en ont dérivé leur langue.

L'impact d'une présentation de l'Histoire sur la définition des groupes humains, sur leurs identités, n'est donc pas anodin. Il n'en est que plus important de déconstruire, par la science, les idées trop aisément reçues et fonder, sur la science, l'ouverture indispensable qu'il convient de favoriser entre les individus.

On a par ailleurs fréquemment attribué une large part des comportements destructeurs et suicidaires de notre début de siècle à une double haine, du monde **et de soi-même**. Or, le rapport à l'Histoire tient une place essentielle dans l'estime que les sociétés peuvent avoir d'elles-mêmes. Ce rapport est complexe dans le cas des sociétés arabo-musulmanes. L'historien de Beyrouth, Samir Kassir, relève que personne aujourd'hui ne pourrait nier que l'Islam, au moment de sa première grandeur —pour reprendre l'expression de Maurice Lombard— ait été un chapitre particulièrement riche de l'histoire mondiale. Or, avance-t-il, (je cite) « cette reconnaissance d'une ancienne gloire a pour effet, en particulier quand elle est formulée comme une pétition de principe —ou comme un alibi de tolérance (ose-t-il)— de figer les Arabes dans une image anhistorique ». On retrouve ici exactement la vision occidentale d'un *Orient figé*, statique, comme je l'évoquais il y a un instant. « Passé cet âge d'or », poursuit Kassir, « l'histoire arabe ne serait plus qu'une succession d'échecs, un continuum de malheur ». Dans l'historiographie arabe dominante, on retrouve cette idée d'une décadence qui n'en finirait pas et d'un âge d'Or impossible à retrouver. Une vision qui, selon moi, est renforcée par la position de l'historiographie occidentale. Sans nier cette première grandeur arabe, il faudrait encourager la construction et la diffusion d'une histoire arabe complète et continue, débarrassée de sa prédestination religieuse ou de toutes les téléologies nationalistes.

Par prédestination religieuse, j'entends cette étonnante vision canonique qui fait commencer l'histoire arabe avec la révélation coranique, reléguant ce qui précède —et encore tout au plus une centaine d'années— à la *Jâhiliyya*, c'est-à-dire l'âge de l'ignorance. Or, la recherche historique, épigraphique et archéologique ne manque pas de mettre en évidence l'existence de populations arabes, en interaction avec

les cultures hellénistique et romaine. Les villes arabes du Nord du Hedjaz étaient parfaitement romanisées, au point de donner un Empereur à Rome. Nous menons des recherches sur ces sociétés en territoire araméen, où les tribus arabes développent de puissants réseaux de commerce. Peut-on imaginer la révolution copernicienne qui pourrait s'opérer si l'on donnait à l'histoire arabe une plus grande profondeur temporelle, en soulignant avec force qu'il y eut une histoire arabe **avant** l'Islam.

Je n'ai pas le temps —ni d'ailleurs la compétence— pour tracer ici dans le détail l'inventaire des apports successifs du monde arabo-musulman à l'histoire mondiale. Mais on les sait nombreux et variés, et tout particulièrement dans le domaine des sciences.

Cette extraordinaire vitalité scientifique provient précisément de l'ouverture culturelle du monde arabe médiéval. La culture arabe a en effet réussi à incorporer la culture des peuples islamisés sans pour autant les nier. Il en fut ainsi de la philosophie et de la science grecques qui, par le truchement des élites anciennement hellénisées de Syrie, vont permettre à la pensée arabe de construire concepts nouveaux et nouvelles disciplines. On a souvent présenté ce moment comme un « geste conservatoire », en attendant le passage du relais à l'Europe renaissante. C'est là, me semble-t-il, une vision tronquée qui fait peu de cas de l'histoire intellectuelle du Moyen-Âge, irriguée en permanence par les influences arabes. C'est aussi faire peu de cas de la spécificité de la philosophie arabe qui ne s'est pas contentée de s'approprier la pensée antique, mais reformule plusieurs concepts, dont celui de l'universalité de la raison.

Bien sûr, ce savoir, bien que valorisé, demeure essentiellement un savoir religieux. Mais comme le rappelait, il y a près de 25 ans, Haïm Zafrani, dans son beau livre sur les Juifs d'Andalousie et du Maghreb, l'Islam, notamment au Maghreb, a connu plusieurs phases d'humanisme qui ont favorisé l'enseignement des disciplines non religieuses et donné une plus grande liberté au savoir scientifique.

Il faut ainsi dire et redire l'importance de l'impact de la culture arabe sur le développement intellectuel de nos sociétés. Alors peut-être, on évitera cette haine de soi et du monde, que j'évoquais tout à l'heure et l'on redonnera un peu de fierté à ceux à qui on l'a ravie, au-delà du seul rêve d'un panarabisme, ce rêve que l'on retrouve au moins dès le dernier quart du XII^e s., dans les *Mémoires* d'un Prince de Sheizar, Ousâma Ibn-Mounqidh. Sheizar, Mesdames, Messieurs, est situé à une vingtaine de kilomètres au nord de Hama, en Syrie, et vous voudrez bien comprendre cette évocation comme une allusion discrète, mais douloureuse, au drame qui se joue aujourd'hui en ces terres.

* * *

Deuxième mouvement : le semblable.

Pour mettre en œuvre une philosophie de l'ouverture, l'Université, au-delà de son rôle en matière de recherche et d'enseignement, se doit d'offrir un lieu de débats, où science et témoignages trouvent un terrain commun à la construction d'un monde ouvert et respectueux de l'Autre. C'est la raison pour laquelle, bousculant les habitudes (mais c'est sans doute aussi cela l'Université), il nous a donc semblé indispensable d'ouvrir notre rentrée académique au témoignage d'une personnalité extérieure aux différents corps qui composent actuellement l'Université.

Je tiens à remercier chaleureusement Maître Radhia Nasraoui, avocate du bareau de Tunis, spécialisée dans la défense des droits humains, mais aussi Docteur Honoris Causa de notre Université depuis 2005, lorsque, sous le rectorat de Pierre de Maret, l'ULB avait souhaité dire tout son soutien à l'action qu'elle menait, notamment au sein de l'Organisation mondiale contre la Torture. Nous l'écouterons tout à l'heure témoigner de ce qui se passe aujourd'hui en Tunisie et qui représente à mes yeux un enjeu essentiel non seulement pour le peuple tunisien, mais aussi pour l'ensemble du monde arabo-musulman.

En effet, le mouvement révolutionnaire qui s'est peu à peu propagé dans le monde arabe, depuis la Tunisie, depuis ce petit village perdu, sans importance, de Sidi Bouzid où, le 17 décembre 2010, Mohammed Bouazizi, 26 ans, diplômé sans travail, décidait de s'immoler par désespoir, un désespoir que les réseaux sociaux allaient bien vite transformer en un formidable appel, ce mouvement révolutionnaire apporte aussi

son témoignage à l'imposture historique qui consiste à laisser entendre que tous les peuples ne portent pas en eux le profond désir de liberté et l'espoir démocratique.

Sans en décrire ici, par faute de temps, l'histoire complexe, le glissement progressif auquel nous assistons de l'idéologique vers l'identitaire n'est pas sans causer de terribles ravages. Combien de fois n'a-t-on pas entendu que l'introduction de la démocratie au Proche et Moyen Orient échouait en raison de l'incapacité des populations à recevoir une telle « greffe ». Voilà une idée qui se transmet de génération en génération et qu'on ne discute plus tant elle semble inscrite dans l'histoire même des peuples. On la servait encore dans la situation irakienne. Cette idée reçue convient à ceux qui prétendent respecter la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes ; tout comme elle convient aux racistes de tous bords.

Ceci nous renvoie à la spécificité des cultures, une notion particulièrement délicate à manier. L'approche identitaire pousse à ne considérer l'Autre qu'à travers sa spécificité, religieuse ou ethnique. Mais cette attitude est-elle pertinente ? Ne compromet-elle pas nos chances de coexister au sein d'un même pays ? Ne porte-t-elle pas en germe un avenir d'oppositions, éventuellement violentes. Nous vivons une époque où il est de bon ton de définir son identité et de reconnaître explicitement celle des autres. Ce serait là une sorte de « politesse contemporaine ». Bien évidemment, il ne convient pas d'ignorer les différences qui nous caractérisent *toutes et tous autant que nous sommes*. Mais les vraies différences sont celles qui caractérisent précisément les individus. En une époque qui risque de se déchirer dans un communautarisme systématique, enfermer un homme ou une femme dans sa communauté religieuse ou culturelle au sens large, ne fera qu'aggraver les problèmes. C'est une voie pourtant fréquemment empruntée par certains États. On se souviendra notamment de l'attitude de la France coloniale qui avait créé un statut de « Français musulmans » pour éviter sans doute d'accorder aux habitants de ses départements d'Algérie la pleine citoyenneté française : un comble pour une république laïque. Je crains qu'il n'y ait dans la volonté de séparer les collectivités en définissant des identités distinctes un vestige de comportement colonial, confinant dangereusement au racisme. Respecter l'Autre, c'est sans doute avant tout y reconnaître *un semblable*. Le défi n'est-il pas aujourd'hui, comme jadis d'ailleurs, de conjuguer l'universalité des valeurs essentielles et la diversité des expressions culturelles ? Mais, comme le rappelait à juste titre Amin Maalouf dans *Le dérèglement du Monde*, (je cite) « respecter une culture, c'est encourager l'enseignement de la langue qui la porte, c'est favoriser la connaissance de sa littérature, de ses expressions théâtrales, cinématographiques, artisanales, culinaires, etc. À l'inverse, se montrer complaisant envers la tyrannie, l'oppression, l'intolérance ou le système des castes, envers les mariages forcés, l'excision, les crimes 'd'honneur' ou l'assujettissement des femmes, envers l'incompétence, l'incurie, le népotisme, la corruption généralisée, envers la xénophobie ou le racisme sous prétexte qu'ils proviennent d'une culture différente, ce n'est pas du respect (...), c'est du mépris déguisé, c'est un comportement d'apartheid —serait-ce avec les meilleures intentions du monde » (fin de citation).

Dans ce défi qui consiste à concilier l'Universalité des valeurs essentielles à la diversité des cultures, la laïcité reste un outil particulièrement efficace. Car on ne peut nier que l'appartenance religieuse lorsqu'elle sert de fondement essentiel au sentiment identitaire reste exclusive.

Au contraire des religions, les langues et les cultures ont pour vocation à se collectionner. Tout être humain a la capacité de rassembler en lui plusieurs traditions linguistiques et culturelles. Et ceux qui prônent la fermeture sont aussi ceux qui s'élèvent contre le cosmopolitisme. De plus en plus fréquemment, les idéologies d'extrême-droite fustigent le cosmopolitisme comme le ferment de la destruction des identités souveraines. Or, le cosmopolitisme, celui de Diogène de Sinope, des stoïciens et de Kant, offre, il est vrai, une solution de vraie ouverture. Une solution qui dépasse la simple juxtaposition à laquelle se limite souvent le multiculturalisme, pour déboucher sur une véritable ouverture à l'Autre. Bruxelles a pour vocation de collectionner les langues et les cultures ; l'Université libre de Bruxelles s'y inscrit avec détermination et doit prêter son concours à la réussite d'une société cosmopolite. Un projet qui passe par la mise sur pied, avec nos collègues de Saint-Louis, d'une « École des langues », dont le projet académique puise au plus profond

de la tradition urbaine des deux institutions bruxelloises. La diversité linguistique et culturelle bruxelloise est une spécificité, qu'un enseignement supérieur centré sur un pôle régional propre se doit de valoriser.

Ceci implique que l'on accorde un rôle essentiel aux communautés émigrées qui constituent une base unique de dialogue entre les cultures. Au moment où une étude fait savoir que 72% des Belges ne reconnaissent aucun bienfait à l'immigration, il me paraît urgent de souligner combien, au contraire, ces communautés offrent une opportunité d'ouverture et de mise en contact des cultures, en vue d'un enrichissement mutuel. L'Université a, en cette matière, un rôle crucial à jouer, pour autant qu'elle réussisse à intégrer toutes les communautés culturelles dans un espace ouvert et respectueux.

À cette tribune et en un moment solennel, je voudrais ainsi plaider pour une complète adhésion de notre Communauté universitaire au principe de dialogue, ouvert et attentif. Notre rôle est crucial.

Des propos amères ont circulé au coeur et en dehors de notre Université ces derniers temps, accusant l'ULB, en une généralisation choquante, de nourrir en son sein un courant antisémite. Je redis ici, solennellement, mon profond dégoût pour le rejet de l'Autre, et cela sous toutes ses formes. L'antisémitisme n'a pas droit de cité à l'Université libre de Bruxelles. Et ce principe ne pourra souffrir aucune exception, pas même celle qui pourrait plaider la bêtise. Mais notre rôle d'universitaire doit résider dans l'exercice de conviction et non pas dans celui de la censure. Nous devons restaurer la pratique (et, j'ajouterai, le plaisir) du débat contradictoire dans le plus grand respect de l'Autre. Non pas ce respect fondé sur la différence et les identités exclusives, mais bien celui qui puise à l'empathie. Une fois encore, l'ULB martèle sa condamnation sans appel de tout acte raciste, au rang desquels il faut loger l'antisémitisme.

* * *

Troisième mouvement : le changement.

De notre vision historique des civilisations découlent bon nombre de préjugés, tant chez ceux qui maîtrisent la production des récits, que chez ceux qui les subissent. Il en ressort que l'Université est sans doute l'un des premiers lieux où, par une recherche scientifique indépendante, il convient de limiter les dégâts d'un repli identitaire. Sur la voie de l'ouverture, la science est indispensable, tout comme son enseignement. Il n'en va pas simplement du développement des savoirs, de l'amélioration des technologies. Il en va, plus fondamentalement encore, de la Paix et du Bonheur des hommes.

Je suis persuadé que l'Université doit saisir toute opportunité de changement pour améliorer son fonctionnement et la qualité de ses missions. Il faudra remettre en question nos modes de fonctionnement interne. Mais il faut aussi saisir les propositions de réformes auxquelles les universités sont confrontées pour faire coïncider **projets académiques** et nouveaux paysages (au pluriel). Quel est notre projet académique ?

- une université où l'enseignement se nourrit d'une recherche de pointe;
- une université autonome ;
- une université ouverte sur le monde et la vie économique, sociale et culturelle des régions dans lesquelles elle est physiquement présente (Bruxelles et le Hainaut) ;
- une université au service de la formation de toutes les générations.

Ce projet académique ne peut se réaliser, selon nous, que dans un environnement en **équilibre** et **pluraliste**.

- parce que la recherche doit s'effectuer au sein d'un réseau **unique** de **toutes** les universités francophones de Belgique ; pour nous, la recherche ne peut avoir **aucune** limite géographique. L'échelle n'est pas plus Bruxelles qu'une réunion déséquilibrante de Bruxelles et du Brabant wallon ; l'échelle est internationale et, pour y répondre, c'est une extension maximale qu'il faut viser.
- Mais il n'en va pas de même pour l'offre d'enseignement. Si l'on veut répondre au mieux aux besoins de nos étudiants, en leur proposant une offre complète et coordonnée de cours, il faut agir au niveau régional. C'est en effet la proximité qui compte. Pour éviter les doublons, pour partager les

ressources, pour échanger les professeurs et les étudiants. Ne plaçons pas l'étudiant au cœur d'une concurrence nuisible. La réduction de la concurrence entre établissements d'enseignement supérieur impliquera une redéfinition des modes de financement, mais aussi une mise en cohérence des statuts de nos universités et Hautes Ecoles. Cet objectif passe également par une stabilisation des habilitations d'un même domaine au sein de zones géographiques que les équilibres antérieurs ont déjà largement dotées d'enseignements multiples. Une guerre des habilitations serait ruineuse pour l'Etat et les institutions universitaires. La liberté d'association est un principe noble ; l'ULB y adhère, pour autant qu'il ne fasse pas fi de l'intérêt général et des principes d'équilibre et de pluralisme, garants d'un environnement véritablement libre et serein, seul propice à la réalisation du projet académique des institutions.

Il est temps de sortir de la logique des blocs. Il est plus que temps de s'échapper des identités de réseaux, qui doivent céder le pas à un « cosmopolitisme universitaire ».

Toutes ces transgressions exigeront du courage de la part de tous, à commencer par nos responsables politiques. Il n'y a là aucune menace pour quiconque, au-delà de la peur de l'autre.

Il faut aussi défendre la « biodiversité des disciplines » : la recherche libre garantit l'écosystème ; de la médecine à la physique, de la philosophie à l'anthropologie, nous avons pour mission de préserver la diversité des savoirs. C'est aussi par cette voie que nous améliorerons notre société, non pas seulement au plan technologique, non pas seulement au plan de la santé, mais aussi pour une meilleure compréhension des groupes humains et des individus.

Si vous me le permettez, je plaiderai aussi pour une saine écologie de la recherche, en d'autres termes pour la réalisation d'un meilleur équilibre entre le chercheur et son milieu, mais aussi pour la protection de celui-ci. Ne détruisons pas la planète recherche. Sans perdre de vue l'acquisition d'énergies renouvelables (à savoir de nouveaux financements), sachons transformer sans détruire.

Graag zou ik hierbij ook nog enkele woorden willen toespreken om de Rector van de VUB, Prof. Paul De Knop, te verwelkomen. Zijn aanwezigheid hier bij deze ceremonie getuigt van de sterke en goede banden die de VUB en de ULB met elkaar hebben. Dit honderd achtenzeventigste academisch jaar zal een bijzonder jaar worden. Zowel de ULB als de VUB, bieden een nieuwe cursus aan in de ingenieursector. BRUFACE is nu operationeel en is eveneens een fantastisch voorbeeld van openheid, gegeven door twee universiteiten, die van verschillende culturen deel uitmaken maar die hun culturen willen delen voor een beter onderzoek en een aantrekkelijker onderwijs.

Une rentrée académique n'est pas seulement l'occasion de réaffirmer des stratégies institutionnelles. C'est aussi l'occasion de rappeler le rôle social et culturel de l'**institution** universitaire. C'est ce que j'ai tenté de faire et symboliquement, j'évoquerai, en conclusion et à travers deux autorités orientales, les deux piliers de l'université — l'étudiant et le chercheur, chacun dans son milieu propre : le pôle de proximité et le réseau largement ouvert.

Le chercheur tout d'abord, symbole de l'ouverture, artisan d'une recherche nécessairement libre. Celle qui procède de la curiosité viscérale de l'humanité. Sa capacité de transformation de nos sociétés est énorme et il nous appartient, à nous Universitaires, d'en faire la démonstration. Quitte à rompre une dernière fois les habitudes, je rappellerai ici la tradition du Prophète de l'Islam qui savait que (je cite) « L'encre du savant vaut mieux que le sang du martyr ».

Mais, par la recherche, nos universités forment les générations de demain. C'est une mission dont tous les enseignants sont fiers, d'autant plus qu'on leur laissera la liberté d'associer recherche et enseignement. De cette association résulte la qualité de notre formation. Et de cette formation, le dynamisme de notre société.

Il me faut alors, en vous remerciant pour votre attention et avant de céder la parole à Maître Nasraoui que je remercie encore chaleureusement d'avoir accepté de venir témoigner de ce qui se joue dans son pays, il me faut m'adresser tout spécialement aux étudiants. Et pour résumer l'importance de la mission de l'université ainsi que la responsabilité de nos étudiants dans la construction de l'ouverture, je citerai le *talmud*, pour qui « Le monde ne se maintient que par le souffle des enfants qui étudient ».

Je vous remercie de votre attention.

Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les membres des corps constitués,
Monsieur le Président, Monsieur le Recteur,
Chers Professeurs, émérites et autres,
Chers membres du personnel de notre université,
Chers assistants,
Chers chercheurs,
Chers étudiants,

Excusez-moi de l'agitation, mais aujourd'hui j'ai essayé d'aller m'inscrire et je me suis retrouvé dans une file de quatre heures, et ce, afin de me donner accès au ticket pour une seconde attente de trois heures. En cette rentrée académique, il est quand même regrettable de constater qu'à cause des folies de grandeur d'un nouveau système informatique lifté mais malade, qu'à cause d'une surcharge majeure de travail du personnel des inscriptions, notre Université, Université à prétention internationale, ne pourra peut-être examiner un bon nombre de dossiers d'étudiants étrangers. Mais bon, nous ne nous étalerons pas sur la question, nul doute que notre président tout à l'heure s'exprimera à ce sujet.

L'allocution de Mme Nasraoui nous rappelle qu'au-delà de l'ULB, il y a un monde. Il y a des gens qui luttent pour des droits élémentaires, pour l'intégrité de la personne, pour la liberté d'expression et d'association, pour le bien-être de tous. Cela nous oblige à ramener « nos » problèmes à leurs justes valeurs. Nous vivons dans un Etat de droit qu'il s'agit de préserver. Nous sommes dans un système, où depuis près de 43 ans, les étudiants ont leur mot à dire... ou presque.

Sans s'étendre sur les batailles de nos ancêtres, néanmoins, il est juste et opportun de rappeler la lutte que certains étudiants et professeurs ont menée avec les sans-papiers il y a quelques années. Parce que les injustices sont tout aussi insupportables lorsqu'elles ont lieu sous nos yeux. Je voudrais également rappeler que, depuis quelques années déjà, le Cercle du Libre Examen s'était intéressé à la dictature tunisienne et avait, notamment, invité, en nos murs, Mme Nasraoui.

Cependant, le discours que je voudrais vous tenir n'est pas un satisfecit. Je voudrais au contraire porter un regard critique sur notre Université, comme une personne qui chérit son alma mater mais qui sait aussi qu'il y a quelque chose d'obscène dans les auto-satisfecits.

Il est de coutume de commencer un discours à l'Université en rappelant tous les défis auxquels sont confrontés les institutions d'enseignement supérieur.

L'Université serait face à un environnement changeant, une concurrence accrue, des financements publics taris et des fonds privés... vers lesquels se tourner. En un mot, l'Université devrait se rationaliser. La rationalité, le progrès, la concurrence libre et non faussée, tous ces mots qui empêchent de penser... Et pourtant, comme le savent les membres du Conseil d'Administration qui ont voté le Plan Stratégique il y a quatre ans, cette vision de l'Université est entrain de s'imposer, ici.

De quoi parle-t-on ?

Nous parlons ici de la stratégie de Lisbonne qui veut rendre l'enseignement européen le plus compétitif du monde, des industriels et de leurs brevets, de la Commission Européenne, de l'OMC, et de tous ces intellectuels mercenaires qui rêvent de voir l'enseignement subir à son tour, la dure... mais JUSTE (!) loi des marchés. Nous parlons ici des rankings et de la logique gestionnaire qui veulent que toute entreprise désirant améliorer son rendement et sa productivité doit se comparer à des structures du même domaine qui performant mieux.

L'Université Libre de Bruxelles ne doit-elle pas être un espace de réflexion critique, de recherche fondamentale, d'expression libre et de démocratie interne ? Est-il selon vous acceptable, est-il concevable qu'à l'heure où je vous parle des multinationales, un brasseur par exemple, financent des chaires de management ou marketing à Solvay ? Quel genre de monde est celui dans lequel des jeunes diplômés – futurs responsables ? – évaluent leur perspective d'emploi, avant tout en des termes pécuniaires, où peu de places subsistent pour les valeurs humanistes dont ils devraient pourtant être vecteurs ?

Comme vous le savez, les étudiants anglais sont massivement descendus dans les rues pour protester contre une augmentation des frais d'inscriptions, les fees, qui rendent – de fait, les études inaccessibles au plus grand nombre. Les étudiants chiliens, de même, font entendre leur voix afin de défendre le principe d'un enseignement de service public. En Espagne, en France, en Allemagne, en Angleterre, en Grèce, en Italie et Israël, la même rumeur sourde : Assez ! Assez de ce système qui enrichit une minorité et voue le reste aux gémonies de la

précarité. Alors bien-sûr, tout le monde ici sera d'accord sur l'injustice de ce système qui fait payer aux plus démunis la facture des mieux nantis.

MAIS, ici aussi, des petites mains, mi victimes, mi coupables, s'activent pour ne nous donner d'autre horizon que la guerre économique et le chacun pour soi. Ici aussi on nous abreuve d'alternatives infernales : si nous n'acceptons pas le jeu de la concurrence nous deviendrons un établissement de seconde zone, si nous ne proposons pas des masters à plusieurs milliers d'euros, les étudiants fortunés iront ailleurs. Combien de fois l'argument de Thatcher, There Is No Alternative, n'a-t-il pas raisonné dans la salle du Conseil pour « raisonner » des étudiants administrateurs survoltés ou, selon certains, trop inquiets du devenir de leur université. Comment peut-on supporter que dans cette Université qui se veut libre-exaministe, l'on continue à diffuser massivement une doctrine économique qui est avant tout idéologie au service d'une infime minorité?

Nous, les étudiants, nous ne voulons pas d'un enseignement soumis aux lois du marché, nous ne voulons pas d'une recherche essentiellement financée par le privé, nous ne voulons pas de dirigeants qui se comporteraient comme des PDG et nous manageraient à coup d'études de marché et de puces RFID. L'ULB sans des étudiants actifs, responsables, voire contestataires ne serait-ce pas comme « un avion sans kérosène » pour reprendre les mots d'un ancien délégué étudiant ?

Par rapport à tous ces discours qui parlent des défis de l'Université pour mieux s'agenouiller, je voudrais rappeler que Nous les étudiants – ou en tout cas une bonne partie des étudiants – ne voulons pas de cette Université là. Nous ne voulons pas d'une Université soumise à la logique marchande. Ayons un peu de courage. Cessons de nous prostituer au monde professionnel. Nous ne sommes pas là pour produire des employés efficaces mais pour former des citoyens critiques qui construiront notre société de demain.

Force est de constater que ce syndrome, cette épidémie du « new public management », tend à se propager d'une manière fulgurante en Europe et affecte déjà les tissus structurels de notre Université. Il fallait rappeler cela. L'ULB n'est malheureusement pas, ou en tout cas pas encore un oasis d'intelligence dans un monde à la dérive.

Est-ce une fatalité ? Est-ce sans issue ? Notre enseignement dans un pays déjà divisé n'est-il pas destiné à suivre un mode à deux vitesses où enseignement d'excellence rimerait avec argent? Il s'agit avant tout ici de choix politiques.

C'est un choix politique de construire un enseignement supérieur de qualité en harmonie avec la réalité sociale.

C'est un choix politique de faire en sorte que la politique transcende le domaine économique.

C'est un choix politique de permettre à tous, un accès libre à un enseignement de qualité et financé à hauteur de ses besoins.

C'est également et malheureusement un choix politique que de consentir, de se soumettre à cette dure réalité...

Les délégations étudiantes, à l'ULB et à la Fédération des Etudiants Francophones sont pourtant particulièrement attentives à deux enjeux : la liberté d'accès et le coût des études.

Limitation d'accès rime souvent avec médecine. Sélection avec *numerus clausus*. Contingentement fédéral avec économies budgétaires. Bien que le principe de la demande induite par l'offre, fondement de l'instauration de ce contingentement fédéral, ait été totalement démonté, la voix de certains barons médicaux continue à se faire entendre. Il s'agit là d'un dossier récurrent, chronique, gangrenant notre système de soins depuis bien des années. Les conséquences de cette carence en effectif médical actif n'a pas seulement des répercussions sur le temps de travail des médecins spécialistes en formation, sur l'accès aux soins mais également sur la qualité générale des soins de santé.

A quand des actions concrètes de nos politiques ?

A quand des politiques responsables prenant en considération les besoins de la population ?

(je parle ici du Sud mais aussi et surtout du Nord du pays)

A quand un dénouement pour ces étudiants toujours plus surnuméraires ?

Dans le but d'une survie optimale de notre système de soins de santé, traitons au plus vite ce cancer et procédons à l'ablation des quotas fédéraux car il ne faut pas perdre de vue qu'ici, les complications de cette gangrène s'évalueront en vie humaine.

Et qu'en est-il de cette liberté d'accès, trop souvent menacée ?

Pour placer ce débat en perspective, il importe tout d'abord de rappeler quelques données issues de travaux récents sur ces questions. Selon les études PISA de l'OCDE, la Belgique est actuellement en bonne place pour décrocher le premier prix des inégalités à la sortie du secondaire. En effet, les disparités entre écoles secondaires sont tout à fait criantes. Dès lors, comment peut-on envisager une sélection à l'entrée sachant à quel point les étudiants bénéficient d'une préparation aussi inégale à l'Université. C'est d'autant plus consternant que d'entendre certains souhaitant ce filtre afin de déterminer les « aptes » des « inaptes ». En effet, cette vision darwinienne de l'accès aux études méconnaît que la réussite est le produit de processus complexes où interviennent, outre les aptitudes personnelles, l'environnement familial, les ressources financières, l'origine socio-culturelle, la pédagogie universitaire (on ne le dit pas assez) et bien d'autres éléments qui sont à la clef de la formation de médecins humains et compétents.

Pourtant, usant d'un cynisme stupéfiant, certains académiques tirent prétexte de leur propre incapacité à promouvoir la réussite de tous les étudiants pour empêcher l'accès à ceux qui y sont le moins préparés. Sans honte, ils posent en effet péremptoirement que : « tout le monde ne réussira pas à l'Université ». C'est que manifestement, il est de bon ton – dans le vivier de certains académiques – de renier ouvertement les idéaux démocratiques concernant l'accès aux savoirs pour tous que l'on avait pu croire un temps unanimement reconnus – au moins sur le papier. Que penser lorsque nous apprenons que certains de nos académiques défendent de telles positions dans les cabinets ministériels.

Pour citer un Professeur de Saint-Louis, fautes de reconnaître ces réalités et de se contenter d'un eugénisme académique masquant un écrémage social, nous mettrions en place un système qui serait à la fois plus inéquitable sur le plan social et qui aboutirait à diplômer *in fine*, une fraction beaucoup plus réduite de notre jeune population. Une fois de plus, est-ce là le rôle de notre université ? N'est-il pas de promouvoir la réussite pour tous, et qu'à terme, chacun puisse disposer d'un diplôme correspondant à ses aspirations. Ce diplôme qui leur permettrait d'aborder la vie active avec une probabilité optimale d'intégration sociale et les meilleures chances d'épanouissement personnel.

Et si même dans cette salle, certains veulent instaurer un examen d'entrée, ils doivent savoir que les étudiants locaux et communautaires, et en particulier le Comité Inter-Universitaire des étudiants en Médecine sauront faire obstacle à cette injustice sociale.

Ne nous voilons pas non plus la face, le cœur du problème reste l'enseignement secondaire.

Il faut réformer l'enseignement secondaire pour en finir avec la ségrégation, il faut sérieusement renforcer les mécanismes d'aide à la réussite dans le supérieur. Et pour commencer, il faut refinancer l'enseignement. Comment peut-on, en effet, encore parler de pédagogie quand on connaît la situation des auditoriums sur-peuplés d'Erasmus et de bien d'autres sections.

Où trouver l'argent me direz-vous? En sacrifiant à certains dogmes du néolibéralisme et en revenant à une répartition équitable du revenu national.

Mais la sélection est parfois bien plus perverse, ainsi les taux d'échecs stupéfiants à Solvay s'apparentent de fait à une sélection déguisée.

Lorsqu'on met en échec 145 étudiants sur 147 à un examen de seconde session, peut-être faudrait-il se poser des questions sur les compétences pédagogiques du professeur qui en est responsable ou la possibilité d'une sélection cachée ? Dans les deux cas, cela est inacceptable.

Vous aurez compris que tout cela est lié. Il n'y aura pas de bonne pédagogie, de réussite pour tous, d'enseignement critique et de recherche libre sans poser la question du financement et de la marchandisation de l'enseignement. Notre demande est simple : refinançons et améliorons la réussite à travers une amélioration de notre pédagogie. Auscultons les problèmes un à un, repensons les blessures de notre système et liftons le tout pour exceller en tant qu'Université d'Europe. Faute de prise en considération de ces revendications, nous connaissons, sans aucun doute, une dégradation de l'état général de notre institution.

Mais de ce point de vue, nous, les étudiants sommes aussi responsables, responsables de baisser la tête, de ne pas vouloir plus, de nous satisfaire de l'indigence de la vie culturelle et politique du campus. D'ailleurs comment se fait-il que les étudiants n'aient pas accès à un vrai lieu de convivialité qui ne soit pas soumis à une carte des consommations. Et trop souvent, il est vrai, des délégués étudiants cèdent à la tentation de ne pas fâcher, de ne pas faire de l'ombre à leur perspectives de carrière, quitte à trahir leurs camarades pour un strapontin, pour un titre, pour la petite satisfaction narcissique d'être plus proche du soleil. Attention ceci dit au syndrome d'Icare.

L'Université se targue pourtant de baser son fonctionnement sur la démocratie interne. Et formellement, en effet, des étudiants, des chercheurs et des membres du personnel siègent aux

côtés des corps académiques, qui à eux seuls emportent une petite majorité des voix au Conseil d'Administration.

Mais qu'en est-il dans la réalité ?

Certains dans la salle se rappellent sûrement de ces petites turbulences qui ont agitées le Conseil jusqu'aux élections à la présidence en janvier dernier.

Que n'a-t-on pas entendu alors ? Un concert d'hypocrisie, de calomnies, de mauvaises fois culminant dans cet envahissement de la salle du Conseil par des corps académiques qui demandaient la dissolution du C.A... parce qu'ils n'y avaient plus la majorité. Cet engagement frénétique pourrait d'ailleurs s'apparenter à un véritable mai 68... à l'envers !

Revenons un peu en arrière, dernières élections générales au Conseil d'Administration : les corps minoritaires, étudiants, corps scientifiques et PATGS s'unissent derrière un même projet afin de peser ensemble face aux doyens et aux professeurs. La liste – Interfac – est gagnante, le rapport de force du C.A. évolue, le C.A. peut jouer un réel rôle de contrepoids par rapport aux autorités universitaires. Des projets venants du personnel, des chercheurs et des étudiants peuvent passer. Mais... la situation se tend, ceux qui parlaient, naguère, encore de procédure démocratique et de vote majoritaire retrouvent soudain les vertus du dialogue. Le Recteur démissionne et dénonce des logiques de pouvoir, des logiques de clan...

Pour qui connaît un peu le fonctionnement du C.A. et la manière dont les décisions sont traditionnellement prémachées dans des cénacles réduits, le propos ne manque pas de piquant.

Toujours pour faire référence à la mythologie, rappelons qu'en parlant de « clan », l'ULB en est toujours à une fable prométhéene.

Comme disait Abraham Lincoln, *« une maison divisée contre elle-même ne saurait se maintenir »*.

Car manifestement, si partager la prise de décision avec des étudiants était déjà sacrilège, l'idée que les corps minoritaires, comme nous étudiants, puissent en plus proposer leur candidat à la tête du C.A. devait carrément être une déclaration de guerre.

Il faut regretter que pour certains, tous les coups soient alors devenus permis. Et d'abord la rumeur, la diffamation contre ceux qui avaient « trahis » en s'associant avec les étudiants. Ils furent bientôt rendus responsables de tous les maux de l'Université. Ils furent dépeints comme 'assoiffés de pouvoirs', 'manipulateurs' ou 'corrompus'. Toute une diplomatie parallèle s'est alors mise en place pour casser la coalition Interfac et pour s'assurer que jamais, jamais les

postes clefs de l'institution n'échappent aux gens dits de bien. Des étudiants ont été convoqués, on les a intimidés, on leur a fait miroiter des sucettes pour ceux qui accepteraient d'hurler avec les loups et de renier le programme sur lequel ils avaient été élus. D'où cette situation paradoxale d'un vice-président étudiant élu par les voix des doyens et contre une majorité des voix étudiantes-

Cependant, il ne se passe pas que de mauvaises choses à l'ULB, et il ne faut pas perdre espoir : pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté disait Horkheimer. Rappelons-le, notre université par ses fondements, reste et restera la seule université libre examinateur de Communauté Française. Un libre examen qui doit nous pousser à une perpétuelle remise en question, à de perpétuels changements et au delà de notre petit monde à un développement de projets sociétaux. Que cette année, dans nos projets, dans nos actes, dans nos faits, nous soyons dignes d'une Université de ce nom.

Seulement, lorsqu'on entend de grands discours sur la liberté d'expression, sur la démocratie interne, sur le libre examen, on ne peut s'empêcher de se demander si ceux qui prononcent ces mots leur donnent encore un sens et si cela fait encore référence à une réalité. Un peu moins de grand discours, et un peu plus d'actes de tolérance, de démocratie, au quotidien ferait le plus grand bien à notre *alma mater* qui en a tant besoin.

Merci pour votre attention.

Pour le Bureau des Etudiants Administrateurs,
Jérôme LECHIEN

Discours de rentrée Académique 2011-2012

Adrien ANTONIOL au nom du PATGS et du Corps Scientifique de l'ULB

Mesdames, Messieurs,

Chers amis qui avez choisi d'être présents ici aujourd'hui.

L'Université... l'Université... vous allez beaucoup en entendre parler. Mais, laissez-moi vous dire ceci :

L'université n'existe pas.

Elle est constituée d'humains qui inscrivent chacun leur parcours individuel dans une histoire commune, chaque fois réinterprétée. Elle se structure autour d'un projet commun, chaque fois renégocié, chaque fois réinventé. C'est dans ce cadre que les principes du **Libre Examen** et la mise en œuvre de la **démocratie participative** prennent pleinement leur sens dans la construction et la dynamique de notre Institution.

Nous avons longuement et officiellement célébré l'histoire de notre institution au long de l'année écoulée. 175 ans d'existence c'est quand même quelque chose, non ?

Aujourd'hui, la page est tournée... et la fête est finie. Il est temps de se remettre au travail.

En ce début de 21^{ème} siècle, l'Institution s'est lancée dans de grands projets : informatisation des processus internes, construction et rénovation des infrastructures dans de vastes projets immobiliers. Tous ces chantiers ne se déroulent pas sans heurts, loin de là.

Ils ont un impact sur l'ensemble des personnes qui fréquentent les différents campus de l'ULB, tous statuts confondus.

Car ne nous y trompons pas, membres de l'administration, chercheurs, enseignants, sans oublier les étudiants, ne constituent pas des groupes étanches qu'une hiérarchie normative isolerait dans des univers parallèles. Ils participent tous d'une même **communauté**.

Les préoccupations du quotidien se rejoignent dans un même questionnement, une même incompréhension, une même « **indignation** », quand ce n'est pas une forme de colère, devant les modalités d'un changement annoncé qui ne tient pas les promesses souriantes faites naguère.

De quoi s'agit-il ? Comme évoqué brièvement ci-dessus, l'Institution s'est lancée dans un vaste chantier de refonte de ses processus et de ses outils afin de rénover ses systèmes informatiques de gestion interne.

Que constatons-nous aujourd'hui ? Les personnes qui se sont frottées à l'outil ne semblent pas parvenir à le maîtriser... Aurait-on oublié le facteur humain pour se concentrer uniquement sur les aspects techniques et hiérarchiques ? A quel moment et pour quelle raison ?

En consultant les réels acteurs de terrain, en impliquant la base, n'aurait-on pas pu surmonter ces épreuves particulièrement pénibles pour tous ?

Est-ce là le coût nécessaire et caché d'une mutation ? S'agit-il d'un problème technocratique de gouvernance ? Permettez-moi de citer le sociologue Vincent de Gaulejac dans son ouvrage **Le prix de l'excellence** (1) :

« Le management est devenu un des symptômes de notre société "postmoderne" : on gère son temps, sa famille et sa vie tout comme on tente de gérer les motivations de ses collaborateurs ou la bonne marche d'un service. Bien gérer ne suffit d'ailleurs pas. La quête de qualité totale et de " zéro défaut " qui imprègne de plus en plus l'univers de l'entreprise s'étend désormais hors de ses frontières. Il s'agit de réussir sa vie, d'être performant en tout, bref de "gagner" dans une société qui ne veut connaître que le succès et n'a que faire des perdants. (...) Or l'excellence a un coût : le stress permanent, les "décompressions" physiques et psychiques, la "brûlure interne" de ceux qui se consomment dans l'obsession de la performance constituent la face cachée de cette course à la réussite...L'entreprise, en effet, n'est pas seulement pourvoyeuse de succès et de carrière, elle est aussi, parfois, pourvoyeuse de mal-être et d'angoisse »

L'excellence... quel beau sujet. A tout prendre, le thème est porteur et décliné dans maintes instances. Mais à force d'user de slogans un peu « **tendance** » ne se rapproche-t-on pas finalement d'une perte de sens ? A quel moment a-t-on oublié les principes du Libre Examen ? A quel moment a-t-on perdu la **raison de nos actes** et le sens de l'**humain** ?

Ne pourrait-on repenser la gestion comme l'instrument de modalités d'organisation et de construction d'un monde commun où le lien entre personnes importe plus que le court terme et l'avoir, les évaluations externes et les « ranking » ?

Ceci d'autant plus qu'un autre courant de pensée propose comme piste de réflexion la « **dés-excellence** » ou encore la « **Slow Science** ». Un modèle de construction de la transmission des connaissances qui consacre plus de temps à la recherche et à la création de savoirs nouveaux, plus de temps à l'enseignement, loin de la précipitation et de l'urgence que constituent les contraintes externes de « résultats immédiats ».

La question mérite réflexion. Laissons de côté cette fois « l'amateurisme et le dogmatisme » les deux mamelles toxiques de toute institution en voie de décrépitude ou de délitement.

Avez-vous remarqué ? Plus personne n'a de temps... Nous sommes à l'ère de la frénésie généralisée comme mode de rapport interpersonnel. Ce n'est pas tenable.

Qu'on ne s'y trompe pas, ils s'agit d'une crise profonde dont les signes cliniques se multiplient dans les organisations, dans le monde du travail. Ce phénomène semble toucher toutes les institutions, publiques ou privées... « Mais peut-on encore parler de crise lorsqu'elle devient permanente ? » (2)

Triste palmarès : nous serions ainsi devenus en Belgique champions au « ranking » de la consommation d'anxiolytiques et d'antidépresseurs ...

Ce constat, tellement criant, est devenu un véritable enjeu de santé publique, à tel point que le législateur alerté par les études scientifiques a dû prendre en compte cette réalité. Encore une fois, il faut le répéter : il est possible de remédier à cette souffrance psycho-sociale. Ce n'est pas une fatalité, nous devons lutter contre le manque d'écoute en soutenant des espaces de participation et des structures de dialogue. Ce mode de fonctionnement est bien celui qu'a choisi la communauté de l'ULB depuis plus de 40 ans maintenant.

Il existe donc bien d'autres pistes possibles.

Je n'ai pour ma part pas de slogan, ni de vérité sur ce sujet qui est loin d'être facile, j'en conviens. Mais, tout bien considéré, il me semble que c'est là un chantier qui mériterait un solide investissement humain et intellectuel.

En tant qu'administrateur de l'ULB et en tant que membre du PATGS je me devais de vous le dire aujourd'hui.

Parlons maintenant de la **Recherche**, et je tiens à remercier celles et ceux qui ont sacrifié du temps sur leur travail de thèse pour leur contribution à ce discours

Ici, la recherche est **fon-da-men-tale**, dans tous les sens du terme. On ne le répétera jamais assez.

Je ne puis que rappeler ce qui a été dit maintes fois au fil des ans : pas assez de moyens publics pour l'ensemble des missions de l'Institution, pas assez de postes, une incontestable précarité dans la disparité des statuts et dans les possibilités de carrière, statut souvent détricoté sous forme de bourses, de grandes difficultés à valoriser, en dehors de l'univers académique, un titre de Docteur qui a réclaté des années d'efforts et parfois de sacrifices... difficultés que l'on retrouve aussi au sein des institutions universitaires elles-mêmes ! Un comble ! Plus encore, que penser des avances sur bourse (jusqu'à 3 mois de revenus) et de l'achat de matériel que doivent consentir sur leurs propres deniers les candidats chercheurs ? Cette forme d'élitisme à peine déguisé n'est tout simplement pas acceptable.

Ne parlons pas de l'attractivité salariale, des effets secondaires du fameux décret Bologne qui font qu'un chercheur Licencié gagnera moins que son collègue Master, des conditions de travail qui exigent souvent un sérieux sens du bricolage, d'un calendrier d'attribution des bourses où entre FNRS, FRIA, départements universitaires un peu plus de coordination serait franchement souhaitable... Enfin que dire de l'émiettement et de la fragmentation des moyens tant au niveau communautaire que fédéral...cela laisse perplexe...

Au-delà de ces constats, il faut se montrer plus ambitieux et innover afin de contenir la fuite des cerveaux.

Plus que jamais, un refinancement des institutions d'enseignement supérieur est **in-dis-pen-sable** pour l'accomplissement de leurs trois missions qui sont, je vous le rappelle : 1. l'Enseignement - 2. La Recherche - 3. Les Services à la Collectivité -

Ceci tout particulièrement alors qu'à l'horizon semble poindre enfin l'aube de la « journée décisive » dans les délicates négociations fédérales... mais « shhhhuuuut »

Enfin, et pour conclure sur une note positive, comment se fait-il que nous soyons réunis ici cet après-midi, avec un toit au-dessus de nos têtes, des sièges en rangées, des portes qui s'ouvrent, de l'électricité et un peu de lumière ce qui permet à cette cérémonie solennelle de se tenir avec tout ce que cela suppose d'organisation dans un bâtiment que nous inaugurons par la même occasion ?

Je vais vous le dire.

Tout ceci a été rendu possible grâce à des **personnes**, grâce à tous ceux et à toutes celles qui **croient** en ce qu'ils font et sont profondément attachés à l'Institution et à ses projets.

Un autre l'a dit avant moi : «**Et pourtant elle tourne** » !

Que le débat commence ! Le chantier reste ouvert...

Je vous remercie.

(Je cède maintenant la parole à Marc LORENT)

(1) Vincent de Gaulejac, **Le prix de l'excellence**. Paris, Seuil, 1991.

(2) Vincent de Gaulejac, **Travail. Les raisons de la colère**. Paris, Seuil, 2011.

RENTREE ACADEMIQUE DE L'UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES du 23 SEPTEMBRE 2011.

Allocution de Marc Lorent, pharmacien, Erasme, représentant le corps scientifique et le PATGS de l'ULB et de son Hôpital académique Erasme.

CONFIANCE-RESPONSABILITE-RESPECT

Confiance.

La confiance relationnelle, la plus durable, se fonde sur des relations interpersonnelles qui prennent conscience d'une communauté à partager. Les relations de confiance doivent donc s'établir entre individus mais également vis à vis de la communauté.

Cette confiance sera d'autant plus grande que nous serons bien, bien moralement, bien intellectuellement et bien matériellement.

Comme gage de cette confiance, statut et plan de carrière solides et clairs sont attendus tant par le corps scientifique que par le personnel de l'université et de son Hôpital académique. Pour le corps scientifique, cela passera par un plus juste calcul de la charge d'enseignement, une plus grande clarté dans les mandats accessibles dans l'université, des conditions de travail à la hauteur des recherches effectuées, et pour le personnel de l'ULB, il faudra entre autre se pencher sur une révision du système de l'enveloppe fermée des promotions, en évitant notamment d'éventuelles concurrences malsaines entre les agents.

Responsabilité.

Nous sommes des adultes responsables et désirons être considérés comme tel. Ces derniers temps, et avec les difficultés que connaît notre institution hospitalière, nous avons sérieusement le sentiment de ne pas, de ne plus, être tenu au courant des réalités. Ce manque de communication n'est pas une bonne méthode de travail. Opacifier la réalité entraîne une multiplication anarchique, que ce soit dans les couloirs le métro ou à l'extérieur, de vol de drôle de canards dont les ailes regorgent de bruit les plus farfelus et alarmants.

NON, nous n'avons pas besoin de ça ! Nous sommes responsables et sommes prêts à affronter des moments délicats et à en assumer les difficultés. Au cours des dernières années, les efforts consentis par le personnel de l'Hôpital pour le mettre sur le chemin du redressement ont clairement montré son sens des responsabilités. L'Hôpital reçoit des centaines de milliers de patients par ans, son but est de les soigner. L'université a un grand patient, c'est l'Hôpital. La responsabilité et l'intérêt de l'université sont non seulement de continuer à l'aider à se soigner, mais aussi de l'accompagner jusqu'au terme de sa guérison.

Et c'est en agissant dans une grande transparence des faits, que le personnel sera le plus efficace dans l'application du plan de redéploiement de notre Hôpital Erasme.

A l'université aussi, le personnel demande à être entendu, compris et informé que ce soit dans la problématique du nouveau système informatique, que ce soit au niveau du système de pension modifié, des avantages supprimés et de l'avenir de notre université, l'enseignement et la recherche seront d'autant plus vaillants, qu'ils seront appuyés par des services administratifs, techniques et de gestion renforcés.

Le personnel demande à être écouté pour grandir encore ses responsabilités.

Respect.

Dans les deux sens bien sûr. Nous devons être respectés, et nous devons respecter l'autre. Être respecté, c'est être traité de manière courtoise, polie et pourquoi pas souriante. Pourquoi pas un petit « bonjour », un petit « merci », un petit « bon travail », un petit « content de bosser avec vous », cela demande un petit effort et cela produit un grand effet. Avis est lancé à tous les présidents, directeurs, coordinateurs et autres chefs.

Sachez chers collègues, que nos chefs aiment aussi quand on leur dit « merci », « bonjour » et « on est bien dans votre service », oui ok, il faut d'abord qu'ils le méritent !!

Qui respect, mais tout le monde et spécialement l'étranger voyageur. Ce sont nos étudiants, nos patients, nos collaborateurs de tous les jours, et aussi nos collaborateurs d'autres universités et d'autres Hôpitaux.

Ayons un peu, et même beaucoup d'humilité quand nous allons vers ces derniers ou quand ils viennent vers nous.

Nous pouvons certes leur apprendre un peu, mais eux, ils peuvent nous apprendre beaucoup. Je pense à nos partenaires de Bruxelles, Nivelles, Mons, Charleroi, La Louvière,et Ecaussinnes, Oisquerq, Wodecq et Dampremy.

Que les pôles d'attraction interuniversitaires soient communautaires ou fédéraux, le principal, c'est qu'ils nous laissent la possibilité de collaborer avec tous les partenaires et acteurs du pays. Ne nous replions pas sur nous-mêmes, c'est par ces partenariats multiples que notre université et notre Hôpital pourront innover et continuer à être innovant.

Confiance-Responsabilité-Respect : le ciment de ce triptyque pourrait être le libre examen. Un libre examen trop souvent oublié lors de l'engagement de nos nouveaux collaborateurs. Il ne s'agit pas d'entretenir une doctrine laïque inutile, mais de penser un peu plus souvent à un libre examen soutenant nos méthodes de travail et soutenant nos manières de penser, d'agir, et de communiquer.

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

Séance de rentrée académique du 23 septembre 2011

Alain DELCHAMBRE

Président du Conseil d'administration de l'U.L.B.

Allocution d'ouverture de l'année académique 2011-2012 :

Mesdames, Messieurs,

Un moment douloureux de la rentrée académique est l'évocation de la mémoire des membres de la Communauté universitaire qui nous ont quittés durant l'année écoulée.

Je vous invite donc, à leur mémoire, à un moment de recueillement.

Chers membres de la Communauté universitaire,
Chers amis de l'Université,

Vous ne l'ignorez pas, je préfère largement l'action aux longs discours...

Heureusement, dans une institution telle que la nôtre, l'action ne manque pas !

Nous bénéficions en effet d'une longue tradition d'indignation, pour reprendre l'expression de Stéphane Hessel, tradition qui permet un bouillonnement interne permanent. Cette agitation exerce une pression salutaire sur les Autorités académiques, et elle garantit aussi et surtout... la vitalité de l'Université libre de Bruxelles.

Cette particularité est inscrite dans les statuts de l'Université. Permettez-moi d'ailleurs, de vous en rappeler l'article premier : « L'Université Libre de Bruxelles fonde l'enseignement et la recherche sur le principe du libre examen. Celui-ci postule, en toute matière, le rejet de l'argument d'autorité et l'indépendance de jugement. » Peut-on trouver meilleure exhortation à l'indignation ? Pour nous tous, membres de la Communauté « ulbiste », l'indignation s'avère rien de moins... qu'un prescrit statutaire !

Néanmoins, ce qui caractérise plus encore l'ULB, c'est l'engagement de sa Communauté : nous prolongeons notre indignation par des actions concrètes. Et c'est pour cette raison que j'ai intitulé ce premier discours de rentrée académique « Quels enjeux et défis pour une Université engagée ? »

Permettez-moi de donner d'emblée un exemple : nous avons accepté en juillet l'occupation d'une salle de sport du campus du Solbosch par plusieurs familles roms d'origines tchèque et slovaque. Réfugiées en Belgique suite à des persécutions par des milices d'extrême droite, ces familles sont arrivées sur notre campus dans un état de détresse effroyable. Via un e-mail, j'ai fait appel à la solidarité de toute la Communauté pour que leur séjour temporaire en nos murs se passe le moins mal possible pour eux, dans l'attente d'une solution de relogement.

En moins de 3 jours et en plein mois de juillet, nous avons recueilli 287 dons et plus de 300 messages de soutien !

Grâce à cet appui massif de la Communauté, nous avons pu tout à la fois sensibiliser les pouvoirs politiques à la situation de ces familles et rendre le sourire aux enfants qui étaient arrivés sur nos campus dans un état de profonde détresse.

L'actualité récente a été marquée par l'expulsion de la Gare du Nord, de plusieurs familles dont un très grand nombre d'enfants. Cette expulsion absurde qui jette ces familles dans la rue, nous démontre l'urgence de trouver des solutions structurelles au niveau des régions et de l'Union européenne.

Je peux d'ores et déjà vous annoncer qu'un projet ambitieux et soutenu par l'ULB, a été déposé par plusieurs CPAS de la Région visant à organiser un accompagnement spécifique de ces familles afin de leur garantir de réelles possibilités d'insertion. Une telle issue est le résultat de notre travail collectif... de notre engagement collectif.

Cet engagement est directement lié au principe du Libre Examen. Comme le soulignait Chaïm Perelman lors d'une célèbre leçon inaugurale : « Si l'esprit du libre examen présente certains aspects particuliers dans notre Université, c'est parce qu'il désire exercer une influence dans d'autres domaines que ceux de la pure recherche : il prétend pouvoir offrir une direction spirituelle dans le domaine de l'action. » Et d'ajouter : « à la maxime fasciste « Croire, obéir, combattre », nous en opposons une autre qui serait « Douter, se décider et convaincre », maxime qui oppose le primat de la pensée à celui de la force. »

Douter, se décider et convaincre par l'argumentation : tel est le programme que les Administrateurs de l'Université, en ce compris les Autorités doivent suivre. Bien sûr, cela implique des débats parfois animés, mais c'est la garantie de projets équilibrés, partagés et réalistes. C'est aussi, j'en ai l'intime conviction, la meilleure méthode pour susciter l'engagement de toutes et tous, dans la réalisation de ces projets.

Je souhaite mentionner quelques exemples parmi ces très nombreux projets, exemples qui constituent autant de défis d'importance pour notre Université.

C'est devenu un constat tristement banal : les élèves issus des milieux défavorisés ont peu de chances d'accéder à l'Université et, plus encore, d'y réussir leur cursus. Je souhaiterais rappeler que l'enseignement supérieur de la Communauté française de Belgique est l'un de ceux qui, en la matière, obtient l'un des plus mauvais scores de tous les pays développés. Un tel constat ne peut cependant en aucun cas être synonyme de résignation. Notre mission est de contrer par tous les moyens possibles cette sélection sociale : il ne peut plus être question « d'aberrations statistiques » pour désigner les étudiants de condition précaire ou modeste.

Notre Université se veut lieu d'émancipation sociale – à titre d'exemple, le Service Social Etudiant a octroyé en 2010 plus de 5.000 réductions de minerval à des étudiants de condition précaire ou modeste. Concrètement, depuis janvier dernier, une série d'actions nouvelles ont été menées pour remplir plus efficacement encore cet objectif.

Dès à présent, une campagne commune est menée par des équipes d'Infor-Jeunes de la Région bruxelloise, le Délégué général aux Droits de l'Enfant et l'ULB, visant à sensibiliser les habitants des quartiers populaires, à la possibilité d'accéder à l'enseignement supérieur en général, et en particulier, à l'Université.

En particulier, disais-je, à l'Université : en effet, l'enseignement universitaire n'est qu'une composante de l'enseignement supérieur. Trop souvent, les Universités ont considéré les Hautes Ecoles et les Ecoles Supérieures des Arts avec une certaine forme de dédain, ignorant leurs aspirations et leurs spécificités. Pourtant, ces institutions offrent un enseignement et une recherche appliquée profondément complémentaires de l'enseignement et de la recherche universitaires. Plus que jamais, nous avons tous besoin de renforcer et de développer nos collaborations institutionnelles et de terrain.

Dans les décrets, des passerelles existent entre ces types d'enseignements. Mais il ne suffit pas d'une existence légale de ces dispositifs pour qu'ils deviennent une réalité. C'est un enjeu majeur pour l'ULB que de donner corps à ces passerelles qui sont à la fois des outils d'émancipation personnelle et de dialogue entre institutions. Les passerelles entre l'ISIB et l'Ecole polytechnique de Bruxelles et entre l'Ecole Ouvrière Sociale et les Sciences du Travail, constituent deux exemples de réussites qui doivent convaincre toutes nos facultés de l'intérêt d'une telle approche.

Un autre partenariat avec les institutions d'enseignement supérieur en Région bruxelloise concerne un dossier dont les mandataires politiques présents dans la salle m'ont certainement entendu parler ! Un étudiant ne peut pas réussir ses études supérieures s'il ne vit pas dans des conditions décentes. Aujourd'hui, la pénurie de kots étudiants est une réalité qui handicape gravement le potentiel de développement des universités et, partant, de la Région bruxelloise.

Nous défendons un grand nombre de projets à ce niveau. En partenariat avec le CPAS d'Ixelles, nous ouvrirons très prochainement, je l'espère, 120 nouvelles places pour nos étudiants. D'autres projets toujours en partenariat sont en passe d'être finalisés. Parmi eux, je voudrais souligner le projet de logement inter-générationnel porté conjointement avec l'Union des Anciens Etudiants. Celui-ci doit nous permettre de constituer une liste de logements disponibles

chez ceux de nos Alumni qui souhaitent accueillir des étudiants koteurs. Le département des infrastructures et le département des services à la communauté universitaire élaborent actuellement un projet de construction de logements sur l'ensemble des trois campus bruxellois. Notre objectif est de doubler le nombre de kots disponibles à l'horizon 2017.

Le logement n'est pas le seul besoin criant de nos étudiants. Nombre d'entre eux ont avant tout besoin d'un lieu pour *étudier*. Nous avons donc ouvert plusieurs salles d'études supplémentaires sur nos campus, avec des horaires adaptés. Nos restaurants universitaires se muent de la sorte, durant les périodes de « blocus », en lieux d'étude. C'est grâce à la mobilisation des services de l'Université que l'accueil efficace des étudiants dans ces salles est possible. Vu le succès rencontré, force est de constater que nous nous devons d'ouvrir de nouveaux espaces. C'est pourquoi les Autorités ont voulu que le Hall des Marbres puisse être aussi utilisé comme salle d'étude. Nous renouons ainsi avec l'engagement des Fondateurs de l'ULB de mobiliser tous les moyens de l'Université pour participer au progrès social et à la transmission des savoirs.

Tous les lieux de l'Université doivent être dédiés à nos trois missions.

Ainsi et à titre d'anecdote, le château de Lembeek et ses célèbres terrasses, qui connurent à la fois des fêtes mondaines et des négociations institutionnelles cruciales pour l'avenir du pays, est, depuis janvier, disponible pour l'organisation d'activités universitaires par l'ensemble des membres de la Communauté « ulbiste. »

Mais revenons à l'essentiel. J'évoquais, la difficulté, pour les étudiants en situation précaire, d'avoir accès à l'université : ce constat est particulièrement criant dans le cas des étudiants émargeant aux CPAS. Depuis janvier, j'ai rencontré plusieurs Présidents de CPAS dans le but d'établir des ponts entre nos institutions. En effet, nombre de difficultés vécues par nos étudiants dans leurs contacts avec les centres proviennent de l'absence de lieu d'échanges entre CPAS et enseignement supérieur. Par exemple, il est de plus en plus fréquent que les étudiants qui participent à un échange Erasmus se voient suspendre leurs revenus d'intégration sociale.

Nous ne pouvons accepter cela, car la conséquence en est une dualisation des filières, entre les étudiants qui peuvent s'offrir une mobilité internationale et les autres. Il ne s'agit bien sûr que d'un exemple, mais il plaide clairement pour une meilleure articulation entre politiques d'enseignement supérieur et politiques d'intégration sociale. Nous attendons beaucoup, à cet égard, du groupe de travail mis en place à l'initiative de la Fédération des CPAS de l'Union des Villes et Communes Wallonnes par le Ministre de l'Enseignement supérieur.

Dans la continuité de ses engagements historiques, l'Université libre de Bruxelles a décidé de s'ouvrir à de nouveaux publics, dont « les adultes en reprise d'études ». La valorisation des acquis de l'expérience, qui permet à des étudiants ne disposant pas des titres d'accès d'être néanmoins admis à l'Université sur base de leurs acquis professionnels et personnels, est l'une des mesures essentielles pour garantir cette ouverture.

L'accompagnement de la valorisation d'acquis est la condition sine qua non de la qualité du processus, or son financement n'est prévu par la Communauté française que jusqu'en 2013. Il y a donc urgence dans la recherche de fonds afin de pérenniser ce dispositif indispensable pour la démocratisation de l'Université.

Faire des campus des lieux d'accueil et de convivialité, nécessite de prendre en compte la dimension du bien-être au travail. En la matière, les syndicats sont à mes yeux des partenaires incontournables. Je voudrais insister sur la qualité des relations avec les représentants syndicaux de l'université. Nous portons ensemble plusieurs projets essentiels. Je voudrais en citer deux en particulier : la refonte des modalités du concours d'accession destiné au personnel et l'amélioration des possibilités d'accès des membres du personnel aux formations et enseignements dispensés par l'Université.

Un autre chantier d'importance pour l'administration de l'Université est la mise en place d'un logiciel et de procédures de gestion intégrée. Ce projet, baptisé « Smiley », n'est pas sans connaître de sérieuses difficultés dans son implémentation. Dans une démarche libre-exaministe, l'autocritique est primordiale. Nous avons donc enfin posé un diagnostic complet de ces « bugs » en ce compris les dysfonctionnements de la gouvernance du projet, responsabilité collégiale des administrateurs. A la suite du diagnostic, voici trois éléments concrets du traitement proposé à mon initiative et approuvé par le Bureau de l'Université :

1. ouverture du comité d'accompagnement *Smiley* à la participation et notamment à des représentants des administrations centrales et facultaires,
2. mise en place de groupes de travail impliquant les utilisateurs confrontés aux difficultés actuelles,
3. implication officielle des syndicats dans l'avancement et l'amélioration du projet.

Comme je l'ai écrit dans un courrier destiné aux membres du personnel utilisant les logiciels du projet *Smiley* : « Sans l'effort que vous consacrez à la mise en place de ce programme depuis de longs mois et ce, malgré les difficultés, malgré les erreurs, malgré les inévitables découragements que celles-ci peuvent entraîner, nous ne pourrions continuer à « faire tourner » l'Institution. C'est grâce à cet effort collectif incroyable que l'ULB continue à remplir ses missions aujourd'hui et tous les membres de la communauté universitaire vous en sont reconnaissants : le processus en cours concerne en effet l'ensemble de l'Université. C'est donc ensemble que nous surmonterons les obstacles afin de nous doter des outils qui répondent à nos besoins. »

Un autre dossier où un effort collectif du personnel a permis à l'Université d'aller de l'avant, c'est bien sûr celui du redressement de notre Hôpital académique, l'Hôpital Erasme.

Désormais à l'équilibre opérationnel, l'hôpital a fait évoluer sa structure de gouvernance de manière à définir, concevoir et accompagner efficacement les projets qui doivent permettre un redéploiement attendu.

Nul ne doit en douter, l'Hôpital académique est une priorité pour le Conseil d'administration de l'Université, comme en témoignent les investissements en infrastructures d'ores et déjà effectués. Mais au-delà du matériel, c'est le capital humain qui constitue son meilleur atout : au sein des équipes médicales et plus largement, du personnel de l'Hôpital, les forces vives ne manquent pas pour proposer des projets innovants permettant à l'Hôpital Erasme de continuer d'être à la pointe de l'innovation scientifique, de l'enseignement et de la qualité des soins.

A la pointe de l'innovation et dans le cadre d'un partenariat équilibré, le projet « New Bordet » s'avère une opportunité unique de créer un vrai centre intégré, monospécialisé, pluridisciplinaire et internationalement reconnu dans le traitement du cancer. Cette nouvelle collaboration est le premier pas vers un renforcement de nos partenariats essentiels avec le Réseau IRIS mais aussi avec les hôpitaux hennuyers.

Les partenariats en matière hospitalière constituent un exemple des rapprochements indispensables qui participent au dynamisme de la Fédération Wallonie-Bruxelles. En région bruxelloise, l'ULB remplit indubitablement un rôle majeur de développement économique. A ce niveau, la mise sur pied de fonds de maturation bruxellois est une condition essentielle du développement de spin-off. Celles-ci, outre qu'elles participent à la diffusion des savoirs, offrent des emplois de qualité non-délocalisables. Il me semble dès lors que le soutien à leur déploiement est une réelle opportunité politique pour la Région.

Autre opportunité de ce genre, le rapprochement institutionnel entre établissements d'enseignement supérieur, dans le but de développer une offre d'enseignement plus cohérente et de renforcer les synergies en matière de recherche, est désormais inéluctable. Nous ne pouvons comprendre, à ce niveau, que le projet de rapprochement entre l'ISTI, l'Institut Cooremans, l'Institut libre Marie Haps, les Facultés Universitaires Saint-Louis et l'ULB ait pu faire l'objet d'un tir de barrage politique. Voici pourtant un projet élaboré conjointement, par-delà des clivages philosophiques, en vue d'offrir en Région bruxelloise, un enseignement de pointe et une recherche d'excellence en matière de traduction-interprétation.

Un dossier régional encore, et qui nous a mobilisés fortement ces dernières semaines est la question de la mobilité. Par mobilité, j'entends mobilité du personnel et des étudiants. Des approches spécifiques à chacun de ces publics sont en cours d'élaboration. A titre d'exemple, nous sommes en train d'évaluer les possibilités de développer, avec le soutien du Gouvernement bruxellois, des campagnes visant à promouvoir l'usage du vélo et des transports en commun.

En Région wallonne aussi, les défis sont immenses. L'ULB participe pleinement au déploiement prévu par le Plan Marschall deux-point-vert, au niveau des activités tant de recherche que de formations. Nous contribuons en outre au projet d'Eurometropolitan E-School à Tournai et bien sûr, au renforcement de l'offre d'enseignement et de formation que nous proposons à Charleroi, avec nos partenaires – dont l'Université de Mons et les Hautes Ecoles du Hainaut.

Nos campus carolorégiens constituent un réseau local d'excellence, dont les fleurons sont bien sûr l'IBMM et les filières de Sciences du Travail.

Nous pouvons faire plus et mieux encore pour le développement régional. Ce constat est particulièrement vrai en ce qui concerne les formations continues. Aménager les critères de financement de ces formations par les Pôles de Compétitivité permettrait par exemple d'augmenter largement notre contribution à ces Pôles.

La formation continue constitue un défi d'importance pour l'ULB : elle permet la diffusion des savoirs et des innovations de nos équipes de recherche et elle contribue à l'émancipation sociale par l'accueil d'un public spécifique à l'université. Ainsi, nos partenariats avec le FOREM et ACTIRIS dans ce domaine sont particulièrement importants à mes yeux : nous accueillons grâce à eux des chômeurs qui trouvent à l'ULB formations ou enseignement, leur permettant de trouver ou retrouver un emploi.

Par ailleurs, nous contribuons largement à la formation continue des enseignants, des inspecteurs et des directeurs d'établissements scolaires, qui trouvent à l'ULB le lieu idéal pour acquérir des connaissances à la pointe de l'innovation scientifique. Cet outil, la formation continue, permet donc un large rayonnement de l'université au bénéfice de toute la société. Il apparaît crucial, dès lors, d'assurer que cette mission puisse s'exercer dans les meilleures conditions : un soutien politique et financier des régions et de la Fédération Wallonie-Bruxelles est indispensable à ce niveau.

Nos trois missions, à savoir l'enseignement, la recherche et les services à la collectivité, ne peuvent être remplies sans moyens suffisants. Je voudrais m'associer aux représentants étudiants dans la légitime revendication d'un refinancement de l'enseignement supérieur.

A l'occasion des négociations institutionnelles en cours, cette exigence est un appel à un choix de société. Un enseignement accessible et de qualité n'est rien de moins que la condition nécessaire pour une société plus juste, plus égalitaire, plus démocratique.

Pour finir cette revue de projets et de défis, permettez-moi d'insister sur un dernier chantier qui me tient particulièrement à cœur. Il concerne une bonne partie d'entre vous, qui m'écoutez aujourd'hui. Les Autorités ont l'ambition de construire par une politique volontariste la Communauté des Alumni de l'ULB. Dès aujourd'hui, l'ULB considère tous les Alumni comme membres à part entière de sa Communauté universitaire. En collaboration avec l'Union des Anciens Etudiants, nous travaillons d'ores et déjà à concrétiser cet objectif nécessaire pour le rayonnement de l'Institution à travers des projets communs. J'en profite pour saluer et remercier l'UAE, qui organise avec nous cette rentrée académique.

*

Chères et chers membres de la Communauté Universitaire,
Chères et chers amis de l'Université,

Il y a 178 ans, un groupe d'hommes s'est rassemblé autour d'une utopie : créer, à Bruxelles, une Université Libre et fonder son enseignement et sa recherche sur le principe du Libre Examen.

La création de notre Université constitue en elle-même un engagement. La Communauté universitaire a, tout au long de notre histoire, perpétué cet engagement fondateur : à titre d'exemples, à partir de 1880, premières femmes étudiantes, diplômées, docteurs et professeurs ; combat contre le fascisme dès les années 30 ; création du Service Social Etudiant en 1947 ; lutte contre les discriminations dans les années 50 ; combat pour le droit des femmes à disposer de leur corps concrétisé notamment par la fondation du premier planning familial universitaire en 1968 ; première université ouverte à la participation étudiante dans les organes de décision dès 1972 ; reconnaissance du CEMUBAC comme ONG chargée de la coopération universitaire au développement en 1983 ; première femme Recteur en 1990 ; première université belge à organiser elle-même une manifestation pour le refinancement de l'enseignement universitaire en 2005.

Aujourd'hui encore, la force de l'ULB réside dans l'engagement de sa Communauté. Dans notre Institution, les individus remarquables ne sont pas des arbres, mais les femmes et les hommes, membres de notre Communauté. Ce n'est pas un hasard si notre Université produit de nombreux militants parmi les plus actifs... Cette école de pensée si particulière constitue une richesse unique qui n'est certes pas prise en compte dans les rankings internationaux. Pourtant, il s'agit d'un atout majeur de notre Institution sur le plan tant national qu'international.

La présence de notre docteur Honoris Causa, Maître Nasraoui, lors de cette rentrée académique n'est pas anecdotique : vous êtes pour nous, Madame, le symbole d'un engagement sans concession pour la liberté de pensée.

Rappelons-nous les paroles de Stéphane Hessel lors de sa conférence sur ce campus. Le traitement infligé aux immigrés, aux sans-papiers, aux Roms, la dictature des marchés financiers, les menaces qui pèsent sur la Paix et la Démocratie sont autant de raisons de s'indigner. Et pour le citer : « Quand quelque chose vous indigne profondément, alors vous devenez un militant, fort et engagé. »

*

Chers membres de la Communauté Universitaire,
Chers amis de l'Université,

Notre engagement collectif pour l'Université est notre principale force.

Dès à présent, relevons toutes et tous ensemble les défis qui nous attendent, les défis qui attendent l'Université libre de Bruxelles.

*Je vous remercie de votre attention et j'invite Monsieur le Recteur à me rejoindre pour ouvrir officiellement cette 178^{ème} année académique.